La règlementation des produits thérapeutiques



EPFL, 13 novembre 2024

Prof. Dr. iur. Sandra Hotz, Institut de droit de la santé Université de Neuchâtel

contact: sandra.hotz@unine.ch



Plan

Introduction

- 1. Produits thérapeutiques et autres cadre légal
- 2. Qu'est-ce qu'un médicament?



















ATF 127 II 91



Introduction



Les enjeux de la classification

Législation applicable

- Les exigences quant à la fabrication
- L'entreposage, le transport et la distribution
- L'étiquetage, la présentation, l'information aux consommateurs et la publicité
- Les conditions de mise sur le marché
- L'importation, l'exportation et le transit
- Les autorités chargées
- Le remboursement par l'assurance maladie
- Les sanctions



Les produits de santé

Les autres produits

Les produits cosmétiques

Les produits de santé

Les produits chimiques

Les denrées alimentaires

Les médicaments et les dispositifs médicaux



Objectifs

- 1. Délimiter le champ des produits thérapeutiques des autres produits de santé;
- Déterminer pourquoi les produits thérapeutiques sont réglementés et identifier les enjeux en présence;
- Médicaments;
- 4. Identifier les étapes soumises à une autorisation;
- 5. Présenter les règles de la publicité pour les médicaments.



1. Produits thérapeutiques et autres – cadre légal





Constitution

Droit fédéral – lois formelles ordonnances

Droit cantonal

Soft Law



Constitution Fédérale

Art. 118 Protection de la santé

- 1 Dans les limites de ses compétences, la Confédération prend des mesures afin de protéger la santé.
- 2 Elle légifère sur:
- a. L'utilisation des denrées alimentaires ainsi que des agents thérapeutiques, des stupéfiants, des organismes, des produits chimiques et des objets qui peuvent présenter un danger pour la santé;
- b. La lutte contre les maladies transmissibles, les maladies très répandues et les maladies particulièrement dangereuses de l'être humain et des animaux; elle interdit notamment, pour les produits du tabac, toute forme de publicité qui atteint les enfants et les jeunes;
- c. La protection contre les rayons ionisants.



Les lois formelles de protection de la santé

Loi fédérale sur les médicaments et dispositifs médicaux (LPTh) Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)

Loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (LChim)

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup)

Loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (Lep)

Loi fédérale sur les produits du tabac 2021 (en vigueur en 2024 avec ses ordonnances)
Universelle Faculté de droit

Produits thérapeutiques	Denrées alimentaires	
Les médicaments sont des produits dangereux	En principe, les denrées alimentaires ne sont pas dangereux	
Ils doivent satisfaire aux exigences de la Pharmacopée	Le fabricant doit respecter les exigences quant à la dénomination, à la fabrication et à l'hygiène	
La fabrication, la mise sur le marché, l'importation et l'exportation sont soumis à autorisation	La fabrication, la mise sur le marché, l'importation et l'exportation sont soumis à l'autocontrôle	
La publicité doit s'adresser à des destinataires précis . Il est interdit de faire de la publicité frauduleuse. Elle empêche le remboursement du médicament par l'assurance maladie	Protection des consommateurs contre la tromperie: emballages, affiches, annonces, internet et étiquetage. On protège l'attente justifiée du consommateur. La publicité ventant les vertus thérapeutiques des denrées alimentaires est illicite (attention aux allégations nutritionnelles et allégations de santé). Université de Neuchâtel	

Faculté de droit

Critères de distinction

- Composition du produit;
- Propriétés pharmacologiques;
- Modalités d'utilisation;
- Présentation du produit;
- Diffusion;
- Notoriété auprès des consommateurs;
- Risques d'utilisation.



Denrée alimentaire ou produit thérapeutique?







«Pour atténuer l'angoisse liée au temps qui passe et à l'heure du départ qui approche...», «permettent rééquilibrer harmonieusement les de émotions»

Arrêt du Tribunal Fédéral 2C_991/2015



Etapes

Le produit entre-t-il dans le champ d'application de la législation sur les denrées alimentaires ou sur les produits thérapeutiques ? (étape 1) ?

2) Le produit répond-il aux exigences de mise sur le marché de la loi concernée ? (étape 2) ?



2. Qu'est-ce qu'un médicament?



Art 4 al 1 let. a LPTh

- ¹ Au sens de la loi sur les produits thérapeutiques, on entend par:
 - a. Médicaments: les produits d'origine chimique ou biologique destinés à agir médicalement sur l'organisme humain ou animal, ou présentés comme tels, et servant notamment à diagnostiquer, à prévenir ou à traiter des maladies, des blessures et des handicaps; le sang et les produits sanguins sont considérés comme des médicaments;

Éléments importants:

- Produit d'origine chimique ou biologique,
- Destiné à agir médicalement ou présenté comme tel



Art 4 al 1 let. a LPTh (2)

 Tout produit présenté à la vente comme médicament, mais qui n'est objectivement pas, relève du LPTh



But de la LPTh

Art. 1 But

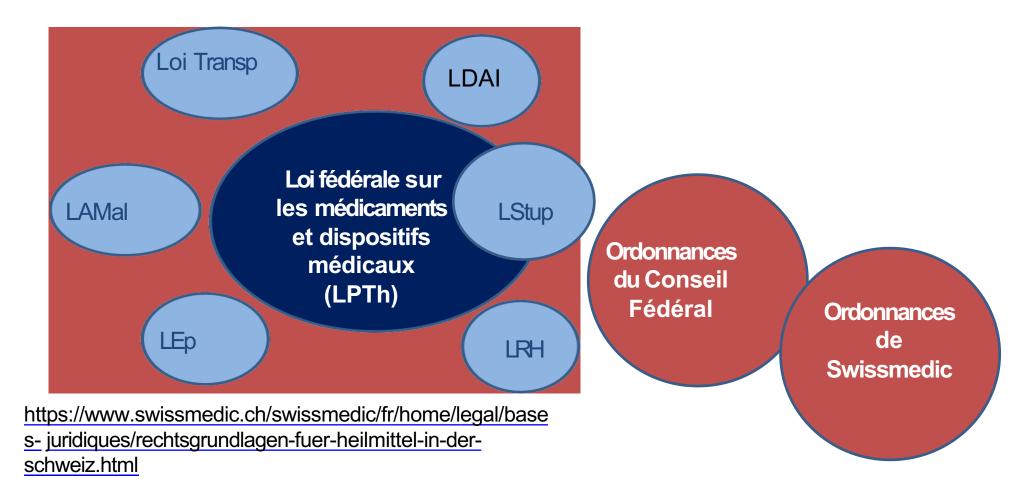
¹La présente loi, en vue de protéger la santé de l'être humain et des animaux, vise à garantir la mise sur le marché de produits thérapeutiques de qualité, sûrs et efficaces.

² Elle vise en outre:

- a. à protéger les consommateurs de produits thérapeutiques contre la tromperie;
- b. à contribuer à ce que les produits thérapeutiques mis sur le marché soient utilisés conformément à leur destination et avec modération;
- c. à contribuer à ce que l'approvisionnement en produits thérapeutiques, y compris l'information et le conseil spécialisés nécessaires, soit sûr et ordonné dans tout le pays.
- ³ Dans l'exécution de la présente loi, notamment lors de la mise au point des ordonnances et de leur application dans chaque cas, il y a lieu de veiller à ce que:
- a. la fiabilité et l'indépendance du contrôle suisse des produits thérapeutiques soient garanties;
- b. la recherche et le développement dans le domaine pharmaceutique se déroulent dans des conditions favorables;
- c. les acteurs en concurrence sur le marché répondent aux mêmes exigences légales de sécurité et de qualité.



La règlementation – pourquoi et comment ?





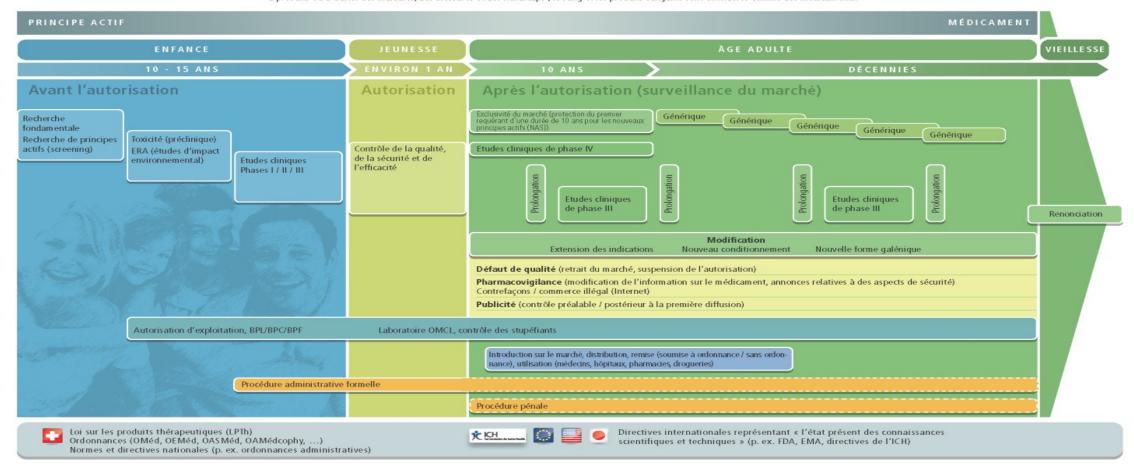




LE CYCLE DE VIE D'UN MÉDICAMENT À USAGE HUMAIN

Définition du terme « médicament » :

Les produits d'origine chimique ou biologique destinés à agir médicalement sur l'organisme humain ou animal, ou présentés comme tels, et servant notamment à diagnostiquer, à prévenir ou à traiter des maladies, des blessures et des handicaps ; le sang et les produits sanguins sont considérés comme des médicaments.



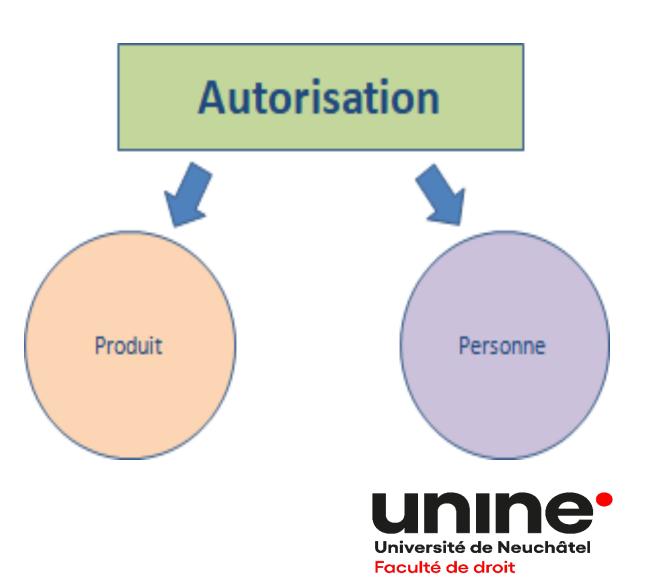
Pour aller plus loin (Swissmedic)



Le principe de l'autorisation

Une autorisation, c'est une « décision qui permet à son bénéficiaire d'exercer une activité qui, sans cette décision, serait interdite »

Thierry Tanquerel, Manuel de droit administratif. Genève/Zurich/Bâle 2011. p 92.



Déclinaison des autorisations

• Pour le produit: l'AMM (Autorisation mise sur le marché)

mais aussi:

- Pour le fabricant: Autorisation de fabrication
- Pour l'importateur: Autorisation d'importation
- **Pour l'exportateur**: Autorisation d'exportation
- Pour le commerce à l'étranger: Autorisation de commerce à l'étranger
- Pour le distributeur, le grossiste: Autorisation de commerce de gros
- Pour les pharmacies: Autorisation de commerce de gros/de détail/de vente par correspondance
- Pour les médecins, pharmaciens, droguistes et autres professionnels de la santé: Autorisation de commerce de détail/ Autorisation d'importation/ autorisations professionnelles
- Pour le patient: Autorisation d'importation



Autorisations liées aux diverses opérations des médicaments

Fabrication Autorisation Swissmedic (5 LPTh) Mise sur le marché Autorisation Swissmedic (8-9LPTh) Commerce de gros Distribution Autorisation: Swissmedic (28 LPTh) Commerce de détail ➤ Autorisation cantonale (30 LPTh): pharmacie, drogueries, médecins

Remboursement

Assurances sociales

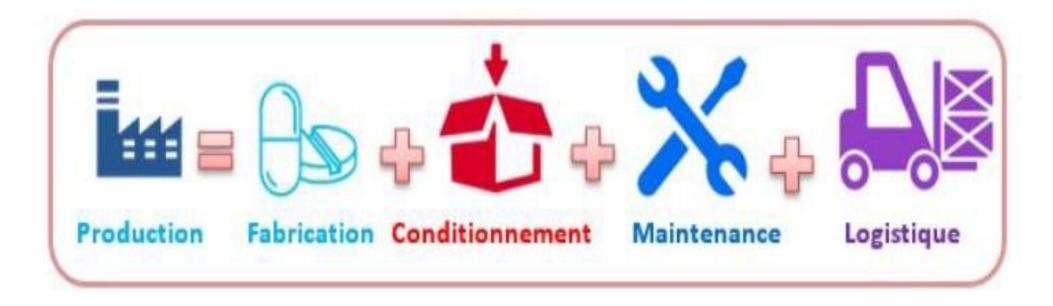
(voir notamment art 32 LAMal)

Faculté de droit

> selon listes Aà E(cf. OMéd)

Importation, exportation et

Fabrication





L'autorisation de fabrication

Bases légales: art. 5ss LPTh; 3 ss OAMéd et annexe 1 (BPF)

- Fabrication:
 - «**Toutes les étapes de la production** des produits thérapeutiques, de l'acquisition des matériaux de base au conditionnement du produit fini en passant par la préparation, le stockage et la livraison, ainsi que les contrôles de qualité et la libération des lots» (art. 4 al. 1 lit. c LPTh)
- Autorisation de Swissmedic nécessaire
- Conditions: principalement
 - Niveau de formation/surveillance du personnel (responsable technique)
 - Organisation de l'exploitation
 - Equipement des locaux
 - Respect des Bonnes pratiques de fabrication (BPF)
 - Délivrance et contrôle par inspection
- But: Identifier les producteurs; appliquer les Bonnes pratiques de fabrication (BPF) de façon uniforme



La mise sur le marché

Source: Swissmedic. Rapport d'activité 2023.

Produit Mise sur le marché

Vue d'ensemble

En 2023, Swissmedic a reçu 12 342 demandes d'autorisation et de modification pour des médicaments à usage humain ou vétérinaire (2022 : 12 530) et en a clôturé 12 022 (2022 : 11 720). Les objectifs fixés en termes de respect des délais n'ont pas été atteints pour les nouvelles autorisations, les extensions d'autorisations et les modifications majeures. Parmi les 41 demandes d'autorisation d'un médicament à usage humain contenant un nouveau principe actif que Swissmedic a approuvées, 35 (soit 85 %) ont été traitées dans les délais. Pour les 6 autres, un retard médian de 16 jours civils a été enregistré. Au total, 106 meetings (2022 : 77) ont été organisés avec des requérants avant ou pendant la procédure d'autorisation. À la fin 2023, on comptait 4 036 demandes en cours de traitement (2022 : 3 961).

Nombre de demandes reçues	2023	2022
Nouvelles autorisations de produits novateurs	114	101
Nouvelles autorisations de produits non novateurs	245	188
Extensions d'autorisations	59	48
Modifications majeures	1 846	2 213
Modifications mineures	7 247	7 377
Autres demandes	2 831	2 603
Nombre de demandes clôturées	2023	2022
Nouvelles autorisations de produits novateurs	103	109
Nouvelles autorisations de produits non novateurs	180	230
Extensions d'autorisations	33	42
Modifications majeures	1 723	1 649
Modifications mineures	7 184	7 173
Autres demandes	2 799	2 517
Respect des délais	2023	2022
Nouvelles autorisations de produits novateurs	83 %	97 %
Nouvelles autorisations de produits non novateurs	91 %	97 %
Extensions d'autorisations	88 %	97 %
Modifications majeures	75 %	97 %
Modifications mineures	100 %	95 %
Autres demandes	97 %	95 %



Procédure d'autorisation d'un médicament (art. 8-17 LPTh)

Médicament?

Stupéfiant?

Produit chimique?

Denrée alimentaire?

Cosmétique?

Substance



Si organisme génétiquement modifié

- · Dispositions sur la protection des animaux
- Dispositions sur la protection de l'environnement
- · Dispositions sur la protection des travailleurs

Si produit ionisant:

- * Dispositions sur la protection de l'environnement
- · Dispositions sur la protection des travailleurs

Autorisations

- Loi sur la protection des animaux
- ➤ Office vétérinaire Fédéral
- Ordonnance sur les Bonnes Pratiques de Laboratoires
- ➤ Office fédéral de la santé publique, **Swissmedic**
- Loi relative à la recherche sur l'être humain
- · Ordonnance sur les essais cliniques hors essais cliniques de dispositifs médicaux (OClin)
- > Voir ICH-GP « Bonnes pratiques des Essais Cliniques »

Médicament





Brevet: 20 ans

Prolongations?

Essais cliniques Phases I à IV





Mise sur le Marché



Autorisations Swissmedic

Selon les exigences de la Pharmacopée : 8 LPTh



DE LA MOLÉCULE AU MÉDICAMENT

Le développement d'un nouveau médicament passe généralement par diverses phases successives.
Le but de ces essais est d'évaluer la diffusion d'un produit dans l'organisme et de juger de ses éventuels effets négatifs.



Phase préclinique

Il s'agit d'étudier la structure de la molécule et son effet sur les animaux, du point de vue comportemental et biologique. Cette phase détermine la dose maximale tolérée chez l'homme.

Phase 1

Mené sur un nombre limité de volontaires sains (entre 20 et 80) généralement rémunérés, l'essai teste la diffusion du produit dans l'organisme et évalue les effets négatifs potentiels.

Phase 2 ou étude pilote

Le produit est administré à des patients (entre 100 et 300) pour définir la dose optimale et tester leur tolérance.

Phase 3 ou étude pivot

Le traitement est comparé à un autre produit de référence ou à un groupe recevant un placebo. Plusieurs milliers de participants sont impliqués dans cette phase.

Phase postmarketing

Les effets du traitement sont suivis sur le long terme, lorsque le produit est déjà sur le marché, pour dépister d'éventuelles complications rares ou tardives.

Université de Neuchâtel

Autorisations en Suisse-Quels produits?

- Pour pouvoir commercialiser un médicament en Suisse besoin d'une autorisation délivrée par Swissmedic (AMM)
- **Exceptions** sont listées à l'article 9 LPTh Exemples:
- Formules magistrales
- Formules officinales
- Les médicaments qui sont destinés à des essais cliniques
- Les médicaments qui ne peuvent être standardisés
- Les médicaments pour lesquels il est prouvé qu'aucun médicament de substitution et équivalent n'est autorisé ou disponible, qui sont fabriqués par lot dans une pharmacie d'hôpital selon une liste de médicaments interne à l'hôpital et qui sont destinés à être remis aux clients de l'établissement
- Les médicaments qui bénéficiaient d'une autorisation cantonale le 1er janvier 2002 et qui se trouvent encore sur le marché à l'entrée en vigueur de la modification du 18 mars 2016

Faculté de droit

Processus d'AMM par Swissmedic

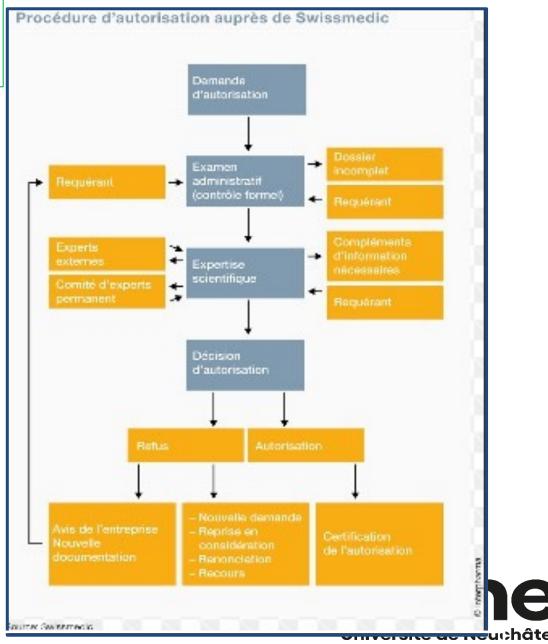
(Art. 10 et 11 LPTh)

1- Conditions formelles

- Bénéficiaire d'une autorisation de fabriquer ou d'importer ou faire commerce de gros;
- -Il faut avoir son domicile en suisse ou siège social.

2- Expertise scientifique

- La documentation scientifique de la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments et,
- -Rapport risque/bénéfice positif
- -- Plan d'investigation pédiatrique (Article 54 a LPTh)



Source: SwissmedicFaculté de droit

Types d'autorisations de mise sur le marché (AMM)

Autorisations de mise sur le marché

- AMM standard
- Procédure rapide d'AMM (Art. 7 OMéd)
- Prise en compte des AMM étrangères (Art. 13 LPTh)
- AMM simplifiée (Art 14. LPTh)
- AMM sur annonce
- AMM à durée limitée (art. 9a LPTh)
- Autorisations cantonales



Octroi de l'AMM

- Définition de la catégorie de remise (soumis ou non à ordonnance / centres de remise),
- Approbation des textes de l'information professionnelle et de l'information destinée aux patients,
- Libération officielle des lots,
- Mise sur le marché.



Effets de l'AMM

- La décision formelle de Swissmedic peut faire l'objet d'un recours
- Durée de validité de l'AMM
 - 5 ans (art. 16 al. 2 LPTh)
 - Renouvelable (sur demande, art. 16 b LPTh et art 12 OMed) si les conditions sont remplies puis normalement pour une durée illimitée.
- Transmissible (art. 10 OMéd)
- Obligation de respecter le cadre strict de l'AMM (indication, mode d'administration, forme galénique, dosage ou application, emballage, notice, etc.)
 - Tous changements doivent être pré-autorisés par Swissmedic (art. 21-23 OMéd; art. 22a- 22c OEMéd, annexe 7)
 - Modifications mineures peuvent faire l'objet d'une demande soumise à l'obligation d'annoncer préalable ou a posteriori (liste exhaustive)
- Obligation de maintenir à jour l'information sur le médicament (art. 28 OMéd)
- Mettre en place la pharmacovigilance
- Commercialiser sous peine de retrait de l'AMM (art. 11 et 130Méd)
- Se soumettre à la surveillance du marché (art. 57 ss OMéd)
- Réévaluation possible par catégorie à tout moment (art. 23 LPTh et art. 40 OMéd)



Distribution



Distinction

La distribution

- Le transfert ou la mise à disposition, rémunéré ou non, d'un produit thérapeutique, à l'exclusion de la remise (art. 4 al. 1 lit. e LPTh)
- Distribution effectuée par :
 - grossistes,
 - pharmacies, drogueries,
 - pharmacies en ligne,
 - médecins.

La remise

• Le transfert ou la mise à disposition, rémunéré ou non, d'un produit thérapeutique prêt à l'emploi, destiné à être utilisé par l'acquéreur sur lui-même, sur autrui ou sur un animal (art. 4 al. 1 let. f LPTh)

Faculté de droit

Conditions pour l'obtention de l'autorisation de distribution

Commerce de gros

- Autorisation de Swissmedic
- AMM nécessaire
- Principales conditions:
 - Niveau de formation/surveillance du personnel (responsable technique)
 - Organisation de l'exploitation

 - Equipement des locaux
 Respect des Bonnes Pratiques du commerce de gros Délivrance et contrôle par inspection

Commerce de détail/remise

- Autorisation cantonale
- autorisation de pratique + autorisation d'exploitation d'une pharmacie)
- AMM nécessaire pour les médicaments
- Pour les pharmacies et les drogueries, ou un autre établissement de commerce de détail

Université de Neuchâtel

Faculté de droit

La remise de médicaments

Les catégories de remise à partir du 01.01.2019

Catégorie	Α	В	D	E
	Soumis à ordonnance	Soumis à ordonnance	Non soumis à ordonnance	En vente libre
Point(s) de remise	Cabinet médical* Pharmacie	Cabinet médical* Pharmacie	Droguerie Pharmacie	Commerce de détail
Remise	Surordonnance médicale non renouvelable	a) Surordonnance médicale b) Remise à l'initiative personnelle du pharmacien	Sur conseil spécialisé	Sans conseil spécialisé
Obligationde documentation	Oui	Oui	Non	Non
Exemple	Antibiotiques	Hypotenseurs	Phytomédicaments	Bonbons Ricola



Prescription de médicaments

- Prescrire: médecin, dentiste, vétérinaire.
- Devoir de diligence (art. 3 et 26 LPTh):
 - Respect des règles reconnues des sciences pharmaceutiques et médicales
 - L'état de santé du consommateur doit être connu
 - Pas d'ordonnances «en blanc»
- Possibilité de prescrire des médicaments hors indication autorisée (off-label use)



Vente par correspondance (art. 27 LPTh; 55ss OMéd)

C'est quoi? Du commerce sur catalogue, prospectus ou

annonce.

Réception par la poste

En Suisse, la vente par correspondance est interdite

Pourquoi? Importance du conseil/contrôle des ordonnances

Problèmes de transport

Risque de réception du colis par tiers (ex: enfant)

Mais est exceptionnellement admise

Conditions: Médicament fait l'objet d'une ordonnance

Conseils /surveillance médicale

Pas de risques pour la sécurité

Le vendeur a une pharmacie «en dur» en Suisse



Autorisation d'importation

- Quiconque importe des médicaments
 - à titre professionnel
 - en vue de leur distribution ou de leur remise doit posséder une autorisation de Swissmedic
- Conditions: Principalement
 - Niveau de formation/surveillance du personnel (responsable technique)
 - Organisation de l'exploitation
 - Equipement des locaux
 - Respect des BPF dans le site étranger
 - Délivrance et contrôle par inspection
- Si mise sur le marché: le médicament doit avoir une AMM
- Bases légales: art. 18, 19 et 20 LPTh; art. 11ss OAMéd



Exception: importation par un patient (Art. 20 al2. LPTh et Art. 48 OAMéd)

Quoi? Importer des médicaments non autorisés

Parqui? Un particulier

Pour qui? Pour sa consommation personnelle Comment?

En petites quantités (1 mois de traitement max)



Limitations? OGMs, Stupéfiants, dopants



Phamacoviligance: Art. 58-60 LPTh, Art.57 SS OMéd

= Après la mise sur le marché d'un médicament, annonce et transmission des effets indésirables aux instances compétentes

Pourquoi?	Qui?	À qui?	Quoi?	Quand?	Comment?
Tous les effets indésirables ne peuvent pas être identifiés au cours du développement clinique (efficacité et sécurité étudiées sur une population réduite, volontaire et patients sélectionnés selon des critères spécifiques) → Pas nécessaire d'avoir confirmation d'une relation de cause à effet entre l'événement et le médicament pour déclarer. La suspicion suffit.	 Tous les professionnels de la santé autorisés à prescrire, à remettre ou à utiliser des médicaments Les entreprises pharmaceutiques qui fabriquent ou distribuent des médicaments prêts à l'emploi →Possibilité pour les consommateurs, non obligatoire, d'annoncer des effets indésirables causés par un traitements médicamenteux 	• Swissmedic (Art. 59 LPTh et 63 Oméd)	 Les effets indésirables graves Les effets indésirables encore inconnus Les effets indésirables insuffisamment mentionnés dans l'information du médicament Les effets indésirables revêtant une importance clinique particulière La suspicion seule est suffisante pour donner lieu à une annonce 	 15 jours après leur identification 60 jours si les effets indésirables ne présentent pas les critères de gravité 	Pour les Professionnels de la santé: Par voie électronique sur le portail en ligne ElViS Industrie pharmaceutique: Annonce à Swissmedic via la base de données de pharmacovigilance de l'institut (Gateway) Portail en ligne ElViS Formulaire d'accompagnement d'annonces spontanées des entreprises Pour les patients: * Formulaire en ligne

Pharmacovigilance

Les effets indésirables considérés comme « graves » (swissmedic):

- Les cas ayant entraîné le décès;
- Les cas ayant présenté un risque potentiellement létal;
- Les cas nécessitant l'hospitalisation ou susceptibles de la prolonger;
- Les cas ayant provoqué un handicap permanent ou sérieux;
- Les autres cas jugés médicalement importants (quand, par exemple, une intervention médicale opportune a permis d'éviter les situations susmentionnées...).



Publicité (Art. 31 à 33 LPTh et OPuM)

- La publicité par le fabricant doit toujours respecter les limites de l'AMM (pas de publicité hors indication).
- La publicité ne doit pas induire en erreur.
- Publicité destinée:
- <u>Aux professionnels (prescription et remise)</u>: tout type de médicament
- <u>Au public</u>: limitée aux médicaments non soumis à ordonnance notamment(article 32 LPTh liste les limitations)



Inspections, mesures administratives et Sanctions

Inspections (art. 60 LPTh)

- Outil pour s'assurer du bon respect des exigences officielles
- Réalisées de façon systématique par échantillonnage et en fonction des risques potentiels

• Mesures administratives (art. 66 LPTh)

 Exemple: suspension ou révocation d'autorisations, fermeture d'établissements...

Dispositions pénales

- Crimes et Délits (art. 86 LPTh)
- Contraventions (art. 87 LPTh)
- Autres dispositions (art. 88, 89 LPTh)
- Poursuites pénales (art. 90 LPTh)



Ex. 1

Le service cantonal d'inspection du canton de Vaud fait une inspection dans les locaux de X. SA et trouve une solution d'inhalation qui n'a pas une autorisation de Swissmedic. Le cas est dénoncé à Swissmedic qui interdit immédiatement de poursuivre la vente de cette solution.

Dans le recours X. SA explique, que la fabrication s'effectue seulement selon une ordonnance médicale et en petite quantité. De ce fait, il ne faudrait pas une autorisation pour la mise sur le marché.

Qu'en est-il selon la règlementation suisse?



Ex. 2

M. Kahl, représentant commercial en produits pharmaceutiques, vous consulte et vous explique son projet :

« Je souhaite diversifier mes activités. J'ai donc dans l'idée de créer un site Internet qui permettra à n'importe qui de se faire livrer des médicaments à domicile en moins de 24h. J'ai d'ailleurs toujours accès à un stock important de médicaments de toutes sortes. Mon épouse est pharmacienne à la retraite et m'affirme que si l'on exerce notre activité en commun, cela ne pose pas de problème ».

Dans quelle mesurece projet est-il possible?



Ex. 3: Vente des médicaments par des médecins ?

Une médecin-généraliste neuchâteloise se demande si elle peut vendre des médicaments soumis à ordonnance?



Ex. 3 (2)

Une médecin-généraliste neuchâteloise se demande si elle peut vendre des médicaments soumis à ordonnance

Où peut être réglementée cette question ?

- -Droit international **NON**
- -Droit fédéral ???
 - -Professions médicales (LPMéd) ? RIEN
 - -Assurance-maladie (LAMal) ? **RIEN**
 - -Produits thérapeutiques (LPTh) ? **Article 24 al. 1 litt. b**:

«Sont habilités à remettre des médicaments soumis à ordonnance :

- a. (... [pharmaciens]...)
- b. toute autre personne exerçant une profession médicale, conformément aux dispositions sur la propharmacie et à l'art. 1, al. 3, let. c; » Pro-pharmacie = ??? réglée où ???



Ex. 3 (3)

La "pro-pharmacie" est la vente de médicaments par les médecins.

Où peut-elle être réglementée ?

- -Droit fédéral?
 - -LPTh? RIEN
 - -Ordonnances d'exécution de LPTh? RIEN
- -Droit cantonal?
 - -Loi sur la santé?
 - -Dispositions d'exécution de la LPTh?



Ex. 3 (4)

La «propharmacie» est la vente de médicaments par les médecins.

Droit cantonal NE

-Loi sur la santé ? Chapitre 8 sur les médicaments !

-Art. 106 litt. i : définition de la pro-pharmacie

-Art. 111 al.2 : «Les médecins et les médecins-dentistes ne sont pas autorisé-e-s à faire de la pro-pharmacie.»

réponse à la question : non





Ex. 3 (5)

Et en droit cantonal valaisan?



- Loi sur la santé du 12.03.2020 : chapitre 8 sur les médicaments
 - -Art. 144 al. 2 : remise en situation d'urgence dans des quantités appropriées
 - -Art. 144 al. 4 : délégation au Conseil d'Etat, qui doit tenir compte «des possibilités d'accès des patients à une pharmacie»
 - -Ordonnance sur les produits thérapeutiques : pro-pharmacie autorisée à 2 conditions (art. 15 al.1) : «pas de pharmacie publique dans la localité où se trouve le cabinet du médecin concerné» + «pas de pharmacie publique accessible de manière directe et régulière par un moyen de transport en commun dans une localité voisine»

réponse à la question : ça dépend !



Merci de votre attention! Questions?

Sandra Hotz

Institut Droit de la Santé (IDS) Faculté de Droit

Bureau: Rue Breguet 1, 006.1

CH-2000 Neuchâtel

sandra.hotz@uninech

